L'ABEILLE.

PUBLIÉ LE MATIN, TOUS LES JOURS, PAR
JEROME BAYON,
IMPRIMEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

"Il faut que l'UNION soit conservée."

MERCREDI MATIN, 29 JANVIER 1834.

POUR GOUVERNEUR,
J. B. DAWSON
POUR MAIRE:
JOHN H. HOLLAND.

INTERIEUR.

NOUVELLE-ORLEANS, 29 janvier.

Ce soir aura lieu le bal au bénéfice de M. Bertus. C'est une occasion offerte au public de témoigner de sa générosité pour celui qui lui a consacré ses talents à la satisfaction de tous. Nous espérons que la société sera brillante, que le temps la favorisera, et que le public ne laissera pas échapper cette occasion de prendre part au plaisir de cette soirée.

COUR CRIMINELLE.

Vendredi dernier, s'est débattue à la cour criminelle une cause fort intéressante par les conséquences qu'elle pouvait avoir pour l'ordre public; c'était celle de VOLTAIRE FOSYEUSE. Mais comme cette affaire présentait deux cas très distincts, elle n'a pas été généralement bien sentie; et l'opinion, si nous en croyons des personnes bien informées, tend même à s'égarer dans le jugement qu'elle en porte.

Il convient donc, pour imposer aux turbulents qui voudraient se prévaloir d'une indulgence qui les rendrait peu circonspects, et pour rassurer les amis de l'ordre qui pourraient s'alarmer de ce qu'ils prendraient pour de la faiblesse; il convient, disons nous, de déterminer les deux cas de culpabilité, dont la complication est entraînée de graves conséquences; mais qui, isolés l'un de l'autre, par la nature même des faits, exigeaient des enquêtes diverses, dont la loi prescrivait les formes et dont les moyens ne pouvaient être confondus plus que la matière elle-même.

Nous ne voulons nullement revenir sur des détails fâcheux; nous désirons seulement établir que, de deux faits notoires, l'un constituait un délit soumis au code noir, tandis que l'autre impliquait un crime auquel eût été applicable la loi de 1832. Le délit seul a paru susceptible d'être poursuivi, et le défaut de preuves suffisantes dans l'espèce, a fait laisser de côté l'autre chef d'accusation. Il suffit de ce peu de mots pour ramener les choses à leur vrai point de vue; et pour faire remarquer toute l'équité qui a présidé à la poursuite, comme à la direction d'une affaire si grave et si compliquée.

Le talent si justement apprécié de l'avocat-général, s'était montré rarement sous un pareil aspect, et dans un cas où il lui était à même de mettre plus de tact et de mesure qu'il ne l'a fait.

Certaines lois mettaient à sa disposition des moyens foudroyans: mais tout en faisant ressortir, comme il le devait, la gravité du délit, il n'a pas usé des facilités que lui donnaient son éloquence et sa profonde connaissance des lois pour le faire rentrer dans le domaine d'une loi dont l'excessive sévérité eût peut-être gêné la conscience des jurés.

La défense n'a pas offert un moindre intérêt; et le plaidoyer de M. Canon, a fait le plus grand honneur à cet avocat, si connu par la verve et le trait. Il a su apprécier ce que lui imposaient certaines convenances dans une discussion si ardue; et, bien qu'il ait à propos fait jaillir les circonstances plus ou moins favorables à son client, il n'en a pas moins senti que le zèle de la défense ne devait pas lui faire perdre de vue certains écueils. Enfin, il a montré que, si, parfois dans ses plaidoyers, il déborde la fougue du talent, il sait la modifier suivant l'intérêt de la cause qu'il soutient.

Si le ministère public et la défense ont jeté sur cette cause un intérêt puissant, la charge de la cour au jury l'a porté au plus haut degré; et nous ne craignons pas de dire qu'ici, jamais l'entente de cette partie des fonctions redoutables d'un juge ou criminel n'avait été plus parfaite. Trop souvent, en effet, la haine du prime et l'intérêt social, avaient entraîné des juges à prendre les attributions du ministère public trop souvent, leur charge au jury semblait être plutôt un nouveau plaidoyer d'avocat-général qu'un résumé clair et impartial de faits et de témoignages. Mais, à l'audience de vendredi, le juge a paru résolu à ne se départir en aucune manière d'une charge, clarté, précision, sermonneuse équité, tels sont les éloges qu'on a entendu dans l'auditoire. Ce qui sans doute en peut admirer plus encore, c'est l'expression d'un sentiment profond d'humanité, sortant du fond du cœur, c'est cette révélation d'une belle âme qui passe avec la sévérité du juge intègre, et la sensibilité du philanthrope éclairé! Oui, c'est bien ainsi que nous avons depuis long-temps compris et senti! Et si l'étendue des pouvoirs redoutables qu'il tient de la loi nous a souvent épouvantés, pour des malheureux plus coupables par le fait que par le cœur, la manière dont Mr. Canonge comprend son mandat ministériel est faite pour nous rassurer; car, tout en qu'une saine philosophie doit apporter d'adoucissement à la rigueur des lois, nous applaudissons à l'attribut d'un tel juge!

Notre siècle est fertile en nouvelles combinaisons politiques. Les légitimistes deviennent républicains pour les rois légitimes, même lorsqu'ils ne sont plus rois qu'à titre de légitimité. On vient d'en avoir la preuve à Prague, que Charles X a cru devoir abandonner au moment où les royalistes quand même y arrivaient en foule, pour n'avoir rien à discuter avec eux. De leur côté, les rois dynastiques deviennent fort embarrassés pour les légitimistes; on peut s'en convaincre en voyant de quelle manière ils expliquent la confusion dans laquelle l'Espagne va nécessairement tomber. Ce n'est pas le roi Ferdinand qu'ils acquent pour avoir détruit la loi salique et déchiré des traités qui faisaient la sûreté de sa famille. Accuser un roi! les légitimistes ne l'oseraient pas. C'est à l'esprit révolutionnaire qu'ils s'en prennent, à cet infernal esprit qui jette le trouble dans les populations, et ne les permet plus de distinguer de quel côté est le devoir, la règle et la soumission.

Il nous semble cependant que, dans la situation où se trouve l'Espagne, s'il y a un révolutionnaire, c'est le roi Ferdinand qui, avant de monter sur le trône, a mis ses caprices au dessus des lois, et dérogé son royaume pour l'avenir, comme il l'avait fait de son vivant. S'il y a deux révolutionnaires en Espagne, le second est incontestablement don Carlos qui va s'opposer à la volonté sacrée de son frère et roi, volonté reconnue légale par une assemblée qui l'était peut-être, mais qui était du moins très-religieuse, puisqu'elle faisait et exigeait des sermens.

Les légitimistes ont beau présenter comme des révolutionnaires les Espagnols qui soutiendront le parti de la petite reine, ils n'oseraient dire que ce sont les révolutionnaires qui ont conseillé à Ferdinand ce qu'il a fait; on sait trop qu'ils n'avaient sur lui aucune influence. Les légitimistes ne diraient pas non plus que ce sont les républicains qui soutiennent don Carlos dans sa résistance; on sait que c'est le parti absolutiste et religieux qui le porte au pouvoir. Comment donc l'esprit de révolution peut-il, dès aujourd'hui, être responsable d'une guerre civile qui n'aurait lieu que pour la possession d'un trône? N'est-ce pas aussi pour la possession d'un trône qu'une famille royale mit le Portugal en feu? Si les légitimistes français, qui vont se battre pour don Miguel, ne sont pas révolutionnaires parce qu'ils appuient le droit, on ne peut appeler révolutionnaires les autres Français qui vont se battre pour la fille de don Pédro, car c'est également un droit qu'ils vont soutenir. Il y a des actes et des sermens nationaux des deux côtés.

La légitimité des rois est donc devenue, pour les royalistes comme pour les hommes qui ne se piquent pas d'être royalistes, une affaire d'opinion dont chacun juge selon le parti qu'il a pris d'avance, et dont la solution est définitivement remise à la force. Les puissances de l'Europe se sont divisées sur la question du Portugal; elles se partageront de même sur le débat élevé en Espagne; et chacune prétendra agir dans le vrai sens de la légitimité, quand toutes ne consulteront que leur intérêt et l'opinion qu'elles veulent faire triompher. Eh bien! c'est juste ce que font les peuples assez avancés en civilisation pour comprendre qu'ils peuvent tirer parti des rivalités royales. A cet égard, ils ne sont pas plus révolutionnaires que les rois, parce que cela est impossible; mais ils le sont autant. C'est un progrès.

Dans le conflit élevé entre l'Angleterre et ses colonies de l'Amérique du Nord, les Américains n'ont pu établir leurs droits qu'en proclamant leur indépendance. Ils n'y pensaient pas en prenant les armes. On dit aujourd'hui qu'ils sont républicains; on n'oserait plus dire qu'ils sont révolutionnaires. Pendant les querelles entre Ferdinand, qui vient de monter au ciel, et son père, qui l'avait fait descendre du trône, les colonies de l'Amérique du Sud se sont de même émancipées. Les populations éloignées des rois, dont elles avaient à se plaindre, ont profité des avantages de leur position pour en finir avec la monarchie, et toujours par la faute des gouvernans. Aussi elles avaient à se plaindre. La Suisse et la Belgique viennent de même, et l'histoire de leurs pas consommés ne se jugeant sur des opinions, elle a fait ses faits avec impartialité.

[illegible] n'est-il pas de même de nos jours, où il y a [illegible] dans la société? Rallions tous [illegible] également présentés. Par [illegible] de s'intéresser en [illegible] des peuples [illegible] que les différentes [illegible]

ne sont pas tout-à-fait [illegible] ; mais les hommes qui les entendaient dans l'âge que les nations peuvent s'instruire et consentaient long-temps encore à être victimes de l'imposture, des passions et des rivalités des rois.

CHANGEMENT DE TACTIQUE DES RÉPUBLICAINS.

Les républicains ont enfin ouvert les yeux. Reconnaissant que la marche qu'ils ont suivie pendant long-temps ne pouvait plus leur réussir, ils sont entrés dans une voie toute nouvelle. Il est facile de s'en apercevoir par le changement qui s'est opéré dans la rédaction de leurs journaux. Les discussions sur les droits électoraux et sur la politique constitutionnelle qui ont tant contribué à la réputation des Foy, des Manuel, des Benjamin-Constant, des Cauchois-Lemaire, ont fait place à des questions neuves, non plus métaphysiques, négatives et stériles, mais réelles, positives et industrielles.

Le parti du chateau dont le chef ne manque pas d'une certaine adresse, a su se faire de nombreux amis, parmi les gens d'affaires, par ses doctrines qui ne sont autre chose que le maintien du présent, la sécurité contre le bouleversement, le *statu quo*, le chacun pour soi, la non intervention sous tous les rapports. Comme ce parti ne voyait aucune garantie dans les différents régimes qui se sont établis en France, il s'est cramponné à l'ordre actuel et a refusé de marcher en avant dans une route qui ne lui paraissait pas bien tracée.

Les républicains, afin de gagner cette confiance qu'il faut nécessairement qu'on leur accorde pour qu'on les suive, se sont vus forcés de changer de tactique. Après avoir essayé de faire du désordre pour renverser ce qu'on appelle l'ordre actuel qui n'existe que parce qu'il a horreur du désordre, ils ont reconnu par les résultats qu'ils ont obtenus, que ce moyen ne pouvait leur réussir; ils ont donc eu recours aux voies pacifiques. Ils se sont concertés, et ils se sont dit: puisque la paix a des charmes si attrayants, qu'elle fait passer par-dessus tous les abus et toutes les humiliations qui font partie intégrante du *statu quo*, nous sommes sûrs de rallier beaucoup de monde autour de nous, si, abandonnant notre ancien système, nous déclarons tout haut que nous voulons aussi la paix et si, pour montrer que nous sommes de bonne foi, nous nous associons pour travailler à cette grande œuvre. De-là la publication de ce fameux manifeste de la société des droits de l'homme qui a eu un si grand retentissement en France et dans toute l'Europe.

Les républicains n'avaient que cette seule manière de sortir de leur discrédit momentané, ils l'ont prise, leur réussite n'est pas douteuse. Maintenant qu'ils ont exhibé leurs moyens de gouvernement, qu'ils ont des chefs qui n'ont pas craint de se faire connaître, qu'ils ont abandonné leurs allures belliqueuses pour prendre l'esprit pacifique qui convient si bien au siècle, dès ce moment leur gouvernement existe de fait, et les peuples n'hésiteront pas à lui conférer ce droit dont il a besoin pour marcher.

Le gouvernement du juste-milieu vient de recevoir par là un coup auquel il ne peut survivre. Tant que les républicains ont crié la guerre, il a eu sur eux tout l'avantage, en criant la paix, cri que toute l'Europe répétait avec lui.

Mais aujourd'hui qu'à son cri de paix, les républicains répondent paix, et qu'à son cri *statique*, ils répondent la paix, mais en avant, il sent que son règne va bientôt finir, et déjà il se débat comme l'animal qui, après avoir reçu le plomb mortel, tombe, fait quelques efforts pour se relever, puis retombe, et ne donne plus signe de vie.

Il y a trois ans et demi que le pouvoir a inscrit sur sa bannière *ordre public et liberté au dedans, paix au dehors*. Cette devise devait porter, en elle-même, de grandes espérances, et être douée d'une puissance magique, pour avoir triomphé, malgré toutes les tentatives d'affranchissement que la révolution de juillet réveilla en Europe, malgré les sympathies libérales de la France, et le vieux sentiment d'honneur, de générosité, de reconnaissance qui lui commandait de répondre au premier appel de l'Italie et de la Pologne. S'il n'y avait pas eu dans cette devise du gouvernement une vertu cachée, et ignorée même de lui, qui en a fait dans sa main, comme une espèce de talisman, ce qui s'est passé depuis trois ans et demi serait complètement inexplicable. Mais si cette devise a pu rester de bout, même au milieu de la fermentation européenne, de la crise commerciale, de la détresse des classes laborieuses, elle n'a pas eu, il faut l'avouer, une grande influence sur la pacification des partis, elle a même été constamment de leur part, l'objet d'avanies multipliées, elle a été salie et lacérée.

C'est que cette devise, qui a été hissée si haut, est restée immobile et n'a pas inspiré un seul acte en harmonie avec les promesses qu'elle annonçait. Elle a été une sorte de proclamation en permanence, que les ministres qui se succédaient, répétaient, amendaient ou allongeaient sans qu'aucun d'eux passât de la proclamation à l'action. La paix européenne n'a été maintenue que par des guerres affreuses; l'ordre dans le royaume n'a été obtenu qu'au prix de charges et de fusillades dans les rues, d'occupation de villes entières à main armée; la liberté a été le fruit d'une compression violente exercée sur la masse du peuple. Aussi, ces grands mots de paix, d'ordre public, de liberté, se sont-ils complètement déconsidérés entre ses mains. Les républicains viennent de s'en emparer; des mots ils passeront aux faits, du discours à l'œuvre, du programme à l'entreprise.

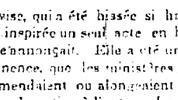
En pratique, la paix n'est point l'absence de la guerre; c'est un développement du travail industriel qui, en occupant utilement les peuples, soit une garantie qu'ils n'auront ni la volonté ni le temps de se battre.

En pratique, *l'ordre public* n'est pas précisément l'absence des émeutes. *L'ordre public*, c'est l'organisation du travail industriel qui ne laissant jamais une masse d'ouvriers sans ouvrage, les guérisse à jamais de ces extrémités du dénûment et de la faim qui, les chassant de leur gîte, les pousse malgré eux sur les places publiques.

En pratique enfin, la liberté n'existe pas en cela seul qu'on peut user et abuser de ses ressources et de sa position, car pour un homme qui a des ressources, il y en a des milliers qui n'en ont pas; pour un homme qui a pu embrasser la carrière de son choix, il y en a des milliers qui vivent désespérés, flétris dans des travaux antipathiques à leur tempérament à leur d'inclination. On n'est vraiment libre, dans la plénitude de son être, que lorsqu'on peut embrasser la carrière à laquelle on se sent porté par goût, et quand on y trouve de l'avancement selon son mérite.

La société des droits de l'Homme nous paraît avoir bien compris la mission qu'elle se propose de remplir. Qu'elle marche donc et qu'elle fasse que ce programme de paix, de liberté et d'ordre public, tant vanté par le juste-milieu, soit non seulement une *vérité*, mais une *réalité*.

[Par autorité.]



ACTE

Pour amender l'acte intitulé "Acte pour incorporer la Presse à Coton de la Nouvelle-Orléans."

Attendu qu'il a été représenté à la Législature que les actionnaires de la dite Presse à Coton de la Nouvelle-Orléans, désirent réduire le nombre des directeurs requis par la seconde section de la charte, pour administrer les affaires de la dite compagnie et pour d'autres objets.

Sect. 1. *Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée-Générale*, Qu'à dater de l'expiration du terme pour lequel les présens directeurs de la dite compagnie ont été nommés, les affaires de la dite compagnie seront administrées par cinq directeurs, qui seront élus annuellement par les actionnaires, et les dits directeurs éliront annuellement un président qui sera choisi dans leur sein ou parmi les actionnaires; que trois des dits directeurs et le président formeront un quorum pour administrer les affaires de la dite compagnie.

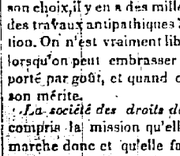
Sect. 2. *Il est de plus décrété*, &c., Que nul, s'il n'est citoyen de l'Etat de la Louisiane, ne sera actionnaire dans la dite compagnie, jusqu'à l'expiration de trois ans à dater de la passation du présent acte, qu'aucun transfer d'actions de la dite compagnie fait à d'autres personnes qu'à des citoyens de l'Etat de la Louisiane pendant le tems susdit, ne sera valide ni obligatoire.

Sect. 3. *Il est de plus décrété*, &c., Que cet acte n'aura force de loi que lorsqu'il aura été accepté, comme faisant partie de leur charte, par une majorité des actionnaires tant en nombre qu'en montant des actions de la dite compagnie dans les trente jours de la passation d'icelui, et lorsqu'il sera accepté, le gouverneur de l'Etat en sera informé, et à dater de cette époque il sera en vigueur nonobstant toute loi à ce contraire.

Signée ALCEE LABRANCHE,
Orateur de la Chambre des Représentans.
C. DERBIGNY,
Président du Sénat.

Approuvé le 25 janvier 1834.
A. B. ROMAN,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

JEUNE GARDE-A-CHEVAL,
GARDE-A-VOUS!!!



Vous êtes prévenus que la compagnie montera à cheval, dimanche, 2 février prochain, à 7 heures précises du matin, et se réunira au domicile du capitaine, équipement complet, geste bleue, revers et pantalon amarantine. Vous êtes requis de vous y rendre avec la plus grande ponctualité.

Par ordre du capitaine commandant,
29 jan E. A. MICHEL, fourrier.

MAGASIN DE VOITURES.
Rue de la Bourse, Nos. 12 et 14.

Le soussigné a l'honneur d'informer le public qu'il vient de recevoir par les derniers navires, un assortiment complet de voitures de toutes espèces, qu'il offre à vendre à des prix très modérés. Il a aussi constamment en magasin un grand choix de harnais, qu'il vend au plus bas prix.

29 jan

CHAMBRE DES REPRÉSENTANS.

SESSION ORDINAIRE—SECONDE SEMAINE.

MARDI, 21 Janvier 1834.

La Chambre s'est réunie conformément à l'ajournement.

Sur motion, ordonné qu'un congé de quelques jours soit accordé à Messrs. Porter et Taylor.

Mr. Bullard a présenté la résolution suivante:

Résolu que le comité judiciaire soit chargé de rapporter un bill pour définir, d'une manière claire et entière, les devoirs et les pouvoirs des juges de paix, et pour rappeler toutes les autres lois au chapitre.

Sur motion, ordonné que cette résolution soit adoptée.

Sur motion de Mr. Ducros, ordonné que la Chambre reconsidère le bill intitulé "Acte pour organiser et définir les pouvoirs, les devoirs, et les fonctions du jury de police de la paroisse Jefferson et pour d'autres objets."

Sur motion de Mr. Ducros, ordonné que la dernière section soit amendée en y insérant, après les mots St. Bernard, les mots "*Et Plaquemines.*"

Mr. Brown, au nom du comité de revision et d'affaires non terminées, a présenté un bill intitulé:

"Acte pour autoriser la vente de certaine propriété appartenant à l'Etat, dans la ville de la Nlle. Orléans, ainsi qu'un autre bill intitulé:

"Acte pour venir au secours de P. Devine, associé survivant de J. & P. Devine."

Lesquels ont subi leur première lecture et ont été renvoyés à demain pour être lus une seconde fois.

Mr. Bullard a donné avis qu'il présenterait sous peu un bill intitulé:

"Acte supplémentaire à l'acte pour incorporer la compagnie de la Chaussée *(causeway)* de Natchitoches."

Mr. Charpentier a donné avis qu'il présenterait sous peu un bill intitulé:

"Acte concernant les chemins et levées dans la paroisse Ste. Marie", ainsi qu'un autre bill intitulé:

"Acte concernant les avis donnés par les sherifs, dans les paroisses de Ste. Marie, St. Martin, Lafayette et Avoyelles."

Mr. Barrow, conformément à l'avis qu'il en avait donné, a présenté un bill intitulé:

"Acte pour exempter les paroisses d'Est et de Ouest Féliciana des dispositions de l'acte intitulé: "acte supplémentaire aux divers actes relatifs à l'éducation publique, approuvé le 1er. Avril 1833."

Ce bill a subi sa première lecture et a été renvoyé à demain pour être lu une seconde fois.

Mr. Brown a donné avis qu'il présenterait sous peu un bill intitulé:

"Acte pour pourvoir d'une manière ultérieure et plus efficace à la police des chemins publics dans cet état."

Mr. Barrow a donné avis qu'il présenterait sous peu un bill intitulé:

"Acte pour pourvoir à la nomination d'un notaire public additionnel pour la ville de St. Francisville, paroisse de Ouest Féliciana."

Mr. Hall, conformément à l'avis qu'il en avait donné, a présenté le bill intitulé: "Acte pour autoriser les juges des diverses Cours de cet Etat à ordonner des mains-levées de certains privilèges et hypothèques."

Ce bill a subi sa première lecture et a été renvoyé au comité judiciaire.

ORDRE DU JOUR.

Les bills intitulés:

"Acte pour amender de nouveau l'acte pour amender la 4me. section de l'acte intitulé "Acte pour améliorer la navigation du bayou Vermillion, dans la paroisse de Lafayette et pour d'autres objets, approuvé le 21 février 1831."

"Acte pour autoriser le gouverneur à souscrire pour un livre de formules, publié par G. H. Bell."

"Acte pour accorder certains privilèges à John Mullan."

Acte pour autoriser le gouverneur à fournir des armes aux Gardes des Opelousas."

"Acte supplémentaire aux divers actes prescrivant les formalités à remplir pour obtenir le droit d'exercer la medecine ou la profession d'apothicaire dans cet Etat, et pour d'autres objets."

"Acte pour autoriser les juges de district, les juges de la Cour Criminelle et les juges de la Cour de Cité de la Nlle. Orléans et autres officiers à résider d'une manière permanente dans leurs paroisse et district respectif, et pour d'autres objets."

"Acte appropriant une somme pour l'entretien et l'éducation des sourds et muets indigens", ont subi leur seconde lecture et ont été renvoyés à demain pour être lus une troisième fois.

La Chambre s'est occupée du bill intitulé: "acte pour amender les lois maintenant en force concernant les procès dans les Cours de District" lequel était sous considération quand la Chambre s'est ajournée hier.

Sur motion de Mr. Chinn, ordonné que ce bill soit déposé sur le bureau.

Un message du Sénat, par Mr. Davis son secrétaire, informant la Chambre que le Sénat a donné son concours à la résolution par laquelle des frais de route (milage) ont été accordés aux membres du comité chargé de visiter les pénitentiaires à Baton Rouge."

Par le même message, le concours de la Chambre est demandé au bill intitulé:

"Acte pour incorporer les souscripteurs à la compagnie d'assurance Atlantique contre les risques du feu et de la mer," ainsi qu'à la résolution suivante:

Résolu que le recensement des électeurs fait conformément à l'acte intitulé: "acte pour pourvoir au recensement des votants dans l'Etat, approuvé le 9 mars 1833," soit renvoyé à un comité réuni composé de trois membres du Sénat et de membres de la Chambre des Représentans, lequel sera chargé de rapporter un bill pour répartir le nombre de représentans entre les votans dûment qualifiés de l'Etat, de telle manière que ce nomb n'excède pas cinquante: ce bill devant avoir pour base d'accorder un représentant à chacune des paroisses de l'Etat, et d'établir la répartition conformément au dernier recensement."

La Chambre s'est occupée du bill venu du Sénat, et intitulé:

"Acte concernant la publication des avis à donner pour la nomination des exécuteurs aux successions vacantes et pour l'homologation des comptes, &c."

Sur motion, ordonné que ce bill soit pris en considération section par section.

Pendant la discussion de la première section, plusieurs amendemens et sous-amendemens ayant été présentés, Mr. Canonge demande la question préalable. Cette motion ayant prévalu, la première section a été adoptée.

Sur motion de Mr. Garland, ordonné que le dit bill soit déposé sur le bureau sujet à l'appel de la Chambre.

La Chambre s'est occupée du bill intitulé: "acte faisant des appropriations pour améliorer la navigation des rivières Tauchipaho, Falsa et West Pearl."

Sur motion de Mr. Jones, la Chambre s'est formée en comité général.

Mr. Wourthies, des Avoyelles, a été appelé au fauteuil.

Après quelques instans, sur motion, le comité général s'est levé, et l'orateur ayant repris son siége, Mr. Wourthies a rapporté que le comité avait pris en considération le bill ci-dessus mentionné et l'avait adopté.

La Chambre s'est occupée du dit bill.

Sur motion, ordonné que ce bill passe et conserve son titre.

Le greffier a été chargé d'y demander le concours du Sénat.

Un message du Sénat, par Mr. Davis, son secrétaire, informant la Chambre que le Sénat a donné son concours aux amendemens de la Chambre au bill intitulé: "acte pour organiser et définir les pouvoirs, devoirs et fonctions du jury de police de la paroisse de Jefferson, et pour d'autres objets."

Par le même message, la Chambre a été informée que le comité d'enrôlement du Sénat ayant rapporté comme dûment enrôlé la résolution relative à la société d'agriculture, la signature de l'orateur y est demandée.

L'orateur ayant signé la dite résolution, le greffier a été chargé d'y demander la signature du président du Sénat.

Mr. Wourthies, des Avoyelles, au nom du comité d'enrôlement, a rapporté comme dûment enrôlé le bill intitulé "Acte pour incorporer l'église épiscopale des méthodistes dans la ville de Baton Rouge, paroisse d'Est Baton Rouge."

Sur motion, ordonné que ce rapport soit adopté.

L'orateur ayant signé ce bill, le greffier a été chargé d'y demander la signature du président du Sénat.

Sur motion, la Chambre s'est ajournée à demain 10 heures du matin.

A VENDRE—Un fonds de cabaret, bien achalandé. Pour les conditions qui seront avantageuses, s'adresser sur les lieux au coin des rues Perdido et Baronne.
27 jan—3 LOUIS EUGENE.

Bureau de la Commune de Carrollton, Orléans et Jefferson.

AVIS est par le présent donné aux actionnaires au fond capital de cette compagnie, qu'un dividende de quatre par cent sera payable à la Banque de Louisiane, succursale de Carrollton, le 10 de février, ou plus tôt, à la présentation des coupons dûment et de leurs actions.

Par la même société de la Compagnie [illegible] ordonné [illegible] de payer aux [illegible] [illegible] au profit de la dernière [illegible] [illegible] [illegible]